

Parents, lycéens, étudiants,
latos, enseignants,

**Il est nécessaire et urgent d'agir
dans l'unité pour défendre notre
service public d'enseignement,
de la maternelle à l'université !**



Par ses choix budgétaires, avec les réformes qu'il impose, le gouvernement poursuit et accélère l'affaiblissement du service public d'enseignement et de recherche, déjà à l'œuvre sous le gouvernement précédent.

A l'école primaire, la suppression progressive des petites sections de maternelle réduit les possibilités de scolarisation des 2-3 ans: cet outil efficace pour réduire l'inégalité devant l'école et contribuer à sa démocratisation est ainsi affaibli. Les fermetures conduisent à des effectifs plus chargés dans des classes parfois contraintes de fonctionner sur deux niveaux. Le devenir des élèves est aussi menacé par les réformes imposées depuis la rentrée 2008.

Dans les collèges et lycées, les effectifs moyens des classes augmentent et dégradent les conditions d'enseignement, pendant que l'offre de formation se restreint. Dans les collèges du Nord, il faut 85 élèves supplémentaires pour créer une nouvelle classe et 5 de moins pour en fermer une. Au lycée Queneau: 48 élèves de moins à la rentrée 2009 = suppression de 3 classes et demi et de 9 postes (11 avant les premières mobilisations du lycée en février !).

A l'université, un départ à la retraite sur 6 ne sera pas remplacé. 900 suppressions étaient annoncées fin 2008 pour les années à venir, alors que, dans le même temps, le gouvernement affirme la nécessité de faire de la Recherche et de l'Enseignement supérieur une priorité nationale. La remise en cause du statut d'enseignant-chercheur et la mise en place de la modulation de service permettraient en outre d'augmenter les charges de travail sans compensation financière.

Le mercredi 18 mars, à Villeneuve d'Ascq

Participez à la **réunion-débat** sur

l'Avenir de l'enseignement public de la maternelle à l'université

à Lille 3 à 14 heures Amphi D bât B

puis **marche dans Villeneuve d'Ascq à partir de 17 heures**

(RV place L. Blum devant le lycée Queneau, jusqu'à l'Hôtel de Ville où sera donné un petit concert, avec les percussionnistes de « Frapp' Dehors »)

L'intersyndicale de Lille1, Lille2, Lille3, le collectif Univers-cité, le collectif IUFM Nord-Pas de Calais, les personnels, parents et lycéens en lutte des écoles, collèges et lycées de Villeneuve d'Ascq appellent à résister et à refuser ces choix budgétaires et ces réformes qui détruisent l'enseignement et la recherche !

Des enseignants moins qualifiés et plus précaires? C'est non !

Les projets gouvernementaux menacent la formation disciplinaire et professionnelle des enseignants et les propositions pour les nouveaux concours de recrutement attestent de cette dégradation. La mise en cause du potentiel de formation des IUFM et de l'année de stage après le concours est inadmissible.

À tous les niveaux de l'enseignement, le gouvernement veut recourir de plus en plus à l'emploi d'enseignants précaires. Les nombreux étudiants ayant échoué au concours mais réussi au master-enseignement fourniraient une main-d'œuvre précaire vouée aux remplacements (ainsi se généraliserait le recours aux vacataires, actuellement recrutés pour 200 heures !)



Des conditions d'études de plus en plus dures avec un avenir de plus en plus incertain ! C'est non !

Dans le second degré, le gouvernement invite à multiplier les sorties en cours d'études en proposant le mirage de l'apprentissage à des collégiens et lycéens en difficulté scolaire.

A l'université, il annonce des prêts étudiants (qui permettront désormais d'entrer dans la vie active en étant largement endetté !). Cette « solution » prépare l'augmentation des droits d'inscription à l'université qui écartera de l'enseignement supérieur les plus démunis. Elle est destinée à compenser au moins en partie le désengagement de l'Etat dans le financement des Universités. Les fondations privées feront le reste, comme le montre aujourd'hui, l'exemple des pays anglo-saxons qui procèdent, y compris dans les universités les plus prestigieuses, à des licenciements massifs en raison de la crise financière !

La réduction des moyens en personnel et en structure est déjà à l'œuvre depuis plusieurs années: nous ne renonçons pas à la combattre ! C'est non !

En 2003, la loi sur la décentralisation a permis que les personnels TOS (techniciens et ouvriers de service) des établissements du second degré soient transférés aux collectivités territoriales sans compensation budgétaire (ce qui peut conduire à terme à l'appel à des entreprises privées pour assurer les services de cantine, de gestion et d'entretien des bâtiments).

De la même façon, le ministère a organisé depuis 2004 la diminution progressive des services d'orientation dans les établissements scolaires.

Cette même logique de mépris est à l'œuvre aujourd'hui avec les personnels BIATOSS (Bibliothécaires, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, Ouvriers de Service et de Santé) des universités. Les concours ouverts à ces métiers se réduisent comme peau de chagrin alors que, dans le même temps, les universités emploient de manière massive des personnels précaires, mal payés, sans lesquels elles ne pourraient fonctionner.

Des savoirs sous contrôle ! C'est non !

La mise en place des différentes réformes montre une dégradation généralisée des savoirs disciplinaires et d'une manière générale de l'accès à la culture.

La mise en place d'un socle commun de compétences au collège, sous couvert d'assurer l'acquisition de fondamentaux, détruit dans les faits la possibilité de construire une culture commune exigeante pour tous et conforte les inégalités sociales que l'école publique se doit de combattre .

Les missions de démocratisation et de formation à l'esprit critique sont niées, des enseignements violemment attaqués (langues vivantes, sciences économiques et sociales, histoire-géographie, philosophie...)

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, cette mise sous tutelle porte le nom de réforme LRU. Les organismes de recherche et les structures qui garantissaient une autonomie relative du chercheur par rapport au monde économique sont aujourd'hui en passe d'être détruits. Ce sont les logiques à court terme de rentabilité et d'« efficacité » qui vont prévaloir si nous laissons faire.